

Unité départementale de l'Artois
Centre Jean Monnet
Avenue de Paris
62400 Bethune

Bethune, le 29/01/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/01/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

PLASTIC OMNIUM AUTO EXTERIOR

Zone Industrielle de RUITZ
62620 Ruitz

Références : Equipe 4 - 0053-2025
Code AIOT : 0007003600

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/01/2025 dans l'établissement PLASTIC OMNIUM AUTO EXTERIOR implanté Zone Industrielle de RUITZ 62620 Ruitz. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

suites de la visite d'inspection du 24 octobre 2024

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PLASTIC OMNIUM AUTO EXTERIOR
- Zone Industrielle de RUITZ 62620 Ruitz
- Code AIOT : 0007003600
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société PLASTIC OMNIUM exploite des installations de fabrication et de mise en peinture de pièces plastiques pour automobiles, sur son site implanté à RUITZ. La fabrication des pièces (principalement des pare-chocs) se fait par injection à partir de granulés de matières plastique. Les produits ainsi formés subissent un flammage avant application de peinture puis séchage en étuve. Le site est équipé d'un oxydateur thermique pour traiter les rejets en composés organiques volatils (COV) issus des opérations de mise en peinture des pièces fabriquées.

La société PLASTIC OMNIUM a été autorisée par Arrêté Préfectoral du 3 mai 2006 modifié par les arrêtés des 13 octobre 2008 et 06 juillet 2020.

Le site de RUITZ est soumis à autorisation pour la rubrique:

- 3670 : Traitement de surface à l'aide de solvants organiques.
- 2940-2: cabines de pulvérisation d'apprêts, peintures et vernis.

Et à enregistrement pour les rubriques suivantes:

- 2661-1: Transformation de polymères.
- 2663-2: Stockage des produits finis.

Le site est également soumis à la directive I.E.D (directive sur les émissions industrielles) pour sa consommation de solvants.

Contexte de l'inspection :

- Récolement

Thèmes de l'inspection :

- AN25 Prévention pertes GPI

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;

- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Equipements de prévention de rejets canalisés de granulés de plastiques	Code de l'environnement du 16/04/2021, article D.541-361	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite menée le 21 janvier 25 sur le site PLASTIC OMNIUM à Ruitz a permis de constater la mise en place des dispositifs de confinement et de rétention des GPI conformément aux dispositions de l'article D.541-361 du code de l'environnement.

L'exploitant s'étant remis en conformité et à ce jour l'arrêté de mise en demeure proposé par l'inspection suite à la visite d'inspection du 24 octobre 2024 n'ayant pas encore été signé par M. Le préfet, l'Inspection propose simplement le classement sans suite de la proposition du projet d'arrêté de mise en demeure.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Equipements de prévention de rejets canalisés de granulés de plastiques

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 16/04/2021, article D.541-361
Thème(s) : Actions nationales 2025, Prévention des pertes de granulés de plastiques industriels (GPI)

Prescription contrôlée :

Les sites de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels sont dotés d'équipements prévenant leur rejet canalisé dans l'environnement. Les zones de ces sites où des granulés de plastiques industriels sont susceptibles d'être répandus accidentellement sont associées à des dispositifs de confinement et de récupération prévenant leur dissémination dans l'environnement. Les équipements et dispositifs mentionnés aux précédents alinéas sont adaptés aux dimensions des granulés susceptibles d'être présents dans ces sites. Conformément à l'article 2 du décret 2021-461 du 16 avril 2021, ces dispositions s'appliquent, à compter du 1er janvier 2023, aux sites de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels dont l'exploitation a démarré avant le 1er janvier 2021.

Constats :

Pour mémoire, lors de la visite d'inspection du 24 octobre 2024 menée, l'inspection a constaté l'absence de dispositifs de confinement et de récupération prévenant la dissémination des granulés plastiques industriels dans l'environnement. Ceci constituant une non-conformité à l'article D.541-361 du code de l'environnement, l'Inspection a proposé à M. le préfet du Pas-de-Calais une mise en demeure de respecter les dispositions de l'article D.541-361 sus cité.

L'exploitant a transmis en date du 29 novembre 2024 le bon de commande relatif à l'installation, sur le réseau d'évacuation des eaux pluviales de voiries et de parking, de dispositifs permettant le confinement et la récupération des GPI.

Lors de la visite d'inspection sur site du 21 janvier 2025, l'inspection a pu constater la présence des dispositifs requis. Les photos des dispositifs sont jointes en annexe du rapport.

Type de suites proposées : Sans suite